

# Éléments de conclusion

Au moment où nous mettons sous presse, la catastrophe de Fukushima continue de se développer sans que personne ne puisse sérieusement prévoir ni son évolution, ni ses conséquences à moyen et long terme, ni même les imaginer. Il n'est donc pas question, à l'issue de ce numéro de Global Chance, d'ailleurs presque exclusivement réalisé avant la connaissance de cet événement, d'en tirer des enseignements définitifs pour l'action dans notre pays.

Reste que le dossier ici rassemblé, au delà du bouleversement qu'entraîne la catastrophe de Fukushima, apporte des éléments de réponse à des questions qui continuent à se poser pour nos concitoyens.

Nous pouvons en outre déjà affirmer que le vaste débat citoyen qui a été toujours refusé ou détourné dans notre pays depuis l'origine du nucléaire civil par nos gouvernements successifs est devenu absolument indispensable.

Il ne peut être question comme le proposent certains, de considérer que les élections présidentielles soient le cadre adéquat de ce débat. Il nous semble totalement réducteur et antidémocratique en effet de réduire le débat sur l'avenir énergétique de notre pays qui s'impose plus encore après Fukushima, au choix d'un homme et/ou d'un programme, qui parmi ses dizaines de propositions en ferait une, plus ou moins satisfaisante aux yeux des uns des autres, dans le domaine de la politique nucléaire de notre pays.

Nous savons aussi que les quelques pseudo débats sur l'énergie qui ont parsemé notre histoire récente à l'initiative des pouvoirs publics ont été systématiquement organisés pour que la question nucléaire ne soit pas réellement abordée dans l'ensemble de ses dimensions. Le summum de l'hypocrisie a été l'exclusion de ce thème pourtant central du Grenelle de l'environnement, au prétexte qu'il ne faisait pas consensus en France parmi les acteurs participant à cette consultation...

Nous connaissons aussi les limites des débats et des rapports de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques (OPECST) dans le domaine de l'énergie et tout particulièrement du nucléaire, où de fait, les parlementaires délèguent depuis bientôt deux décennies à deux ou trois « spécialistes » non seulement l'instruction des dossiers mais aussi les conclusions qu'il faut en tirer.

Nous savons enfin que les débats organisés par la Commission du débat public, malgré leur intérêt, ont buté sur la déconnexion totale des décisions gouvernementales et des enseignements du débat. Là aussi, le comble du mépris vis-à-vis des citoyens a été la tenue d'un débat public sur l'opportunité de la construction de l'EPR de Flamanville alors que la décision en était déjà prise et le chantier engagé.

Nous appelons donc les organisations de la société civile, associations, ONG, syndicats, etc., à s'emparer directement de cette question, à définir les conditions d'un véritable débat citoyen et à l'organiser sans attendre les initiatives éventuelles des pouvoirs publics.

Le dossier d'expertise que nous présentons à nos lecteurs aujourd'hui est une première contribution de notre association à ce débat.